

vailleurs que leurs luttes sont uniquement « corporatives » et que les exagérations tomberont sous l'effet de la loi. Pour concrétiser cette affirmation, nous verront d'ailleurs, après l'accord de l'Hôtel Matignon, apparaître des patrouilles de gardes mobiles prêtes à entrer en action.

Il est certain qu'à la place de Blum et du Front Populaire la bourgeoisie aimerait mieux un gouvernement de droite, mais le problème, ici, n'est pas ce que dit « Le Temps » ou « L'Echo de Paris », mais la nécessité de recourir « nolens volens » à des formes de domination qui résultent du cours même des situations et cela la bourgeoisie française le comprend. Ce n'est pas le problème du sabotage du gouvernement Blum qui la préoccupe, mais celui de féconder, dès aujourd'hui, les éléments d'une continuité avec ce gouvernement lorsqu'il aura accompli toute sa mission et, pour cela, entrent en ligne de compte les Ligues aujourd'hui « dissoutes » autant que les partis de droite et que le Front Populaire lui-même.

#### Le capitalisme devant les grèves spontanées.

A notre avis, le caractère, les formes et l'ampleur des grèves doivent être recherchés dans l'évolution de la lutte des classes en France depuis deux ans. Chassé de son terrain politique par socialistes et centristes; chassé de son terrain revendicatif de classe au travers de l'unité syndicale; comprimé par les divers trains d'arrêtés-lois, et, enfin, noyé dans la mascarade antifasciste, patriotarde du Front Populaire, le réveil de la lutte spécifique de la classe ouvrière n'était possible que dans la mesure où il allait mettre en branle toute la classe et déborder toutes les organisations au service de la bourgeoisie et qui représentaient autant de freins pour la bataille. Là réside la nécessité de la spontanéité des grèves et l'élément qui l'oppose au Front Populaire, qui a tout fait pour guider les contrastes de classes de la société capitaliste vers la guerre.

Les grèves devaient tout d'abord être revendicatives parce qu'elles prenaient leurs racines dans les attaques multiples de ces dernières années par le prolétariat. Elles pouvaient être plus, à la condition de chasser du sein du prolétariat le Front Populaire avec ses partis et

l'occupation des usines était incontestablement le germe d'une pareille tendance. Mais les conditions pour l'épanouissement de ce germe ont rapidement fait défaut par suite des importantes concessions que la bourgeoisie put faire. Par ailleurs, C. G. T. et Front Populaire se sont immédiatement efforcés de fausser la signification de l'occupation des usines qui devint une méthode de lutte en période de crise et de chômage. Cet argument ne tient évidemment pas si l'on tient compte qu'au moment où se déclenchent des grèves d'une telle envergure, les chômeurs sont entraînés dans le mouvement et que le lock-out patronal, surtout dans les usines de métallurgie où le travail a repris avec la politique du réarmement, présente plus de désavantages que d'avantages, puisqu'il provoque des rencontres sanglantes entre grévistes et forces répressives.

Le fait est que l'occupation des usines a parfaitement cadré avec les conditions de spontanéité des luttes grévistes. Les masses ne pouvaient réagir sur un terrain de classe qu'en dehors du Front Populaire, arme de leur dissolution et de leur impuissance; elles ne pouvaient que réagir en dehors des organisations syndicales unifiées qui, à Brest et à Toulon, ont prouvé que l'unité syndicale devait servir à empêcher des luttes revendicatives. Le seul terrain qui leur restait était l'usine où l'initiative revenait immédiatement aux grandes masses inorganisées qui allaient faire preuve, chez Renault notamment, d'un esprit de lutte très élevé.

Avec son sûr instinct de classe, le prolétariat français a donc compris que la moindre de ses luttes revendicatives devait entraîner, pour réussir, l'ensemble de la classe contre les directives et positions des grands partis du Front Populaire et de la C.G.T., et cela il a pu le faire en choisissant un terrain d'action nouveau où, du moins les premiers jours, le travail de sabotage de la C.G.T. et du Front Populaire rencontra des difficultés. Il n'y a, évidemment, aucune comparaison possible entre l'occupation des usines en Italie et ce qui vient de se passer en France. Lorsqu'en 1920 le prolétariat italien occupa les usines, il affirma aussi la naissance d'une conscience de classe qui devait donner naissance au parti communiste et déterminer la bourgeoisie à recourir à la violence fasciste, car il s'agis-